

Contribution CGT éducation 56 au 49^{ème} congrès émanant des débats préparatoires lors de la cex du 18 novembre 2009

Au mois de décembre se tiendra le 49^{ème} congrès de la CGT. Il s'agit d'un moment fort où les congressistes fixent les grandes orientations, le projet global de notre organisation. De nombreuses critiques parfois violentes se font entendre au sujet d'une direction nationale jugée trop timorée voire collaboratrice vis-à-vis du gouvernement et du patronat. Le 49^{ème} se tient également dans un contexte de crise économique qui fait suite à trente ans de défaites ouvrières.

Crise du libéralisme ou crise inhérente au capitalisme?

La première partie est consacrée à l'analyse de la crise économique actuelle. Comme nos politiques et médias dominants, la confédération fait une distinction entre une économie réelle et économie spéculative. Il s'agirait d'une faillite du «capitalisme totalement libéral». On apprend ainsi qu'il y aurait peut-être un capitalisme à visage humain qui passerait «par la mise en cause de la logique de la rentabilité financière et la reconnaissance de ces priorités sociales et économiques».L.8 Le coupable est donc le libéralisme, forme dévoyée du capitalisme facteur de progrès et de bien-être.

Le mouvement financier n'est jamais que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. En effet, le capitalisme porte en lui une contradiction qui débouche automatiquement sur des crises cycliques. On distingue dans un produit ou un service marchand: une valeur d'usage (son caractère réel) et valeur d'échange exprimée en argent (sa dimension financière). Or pour un capitaliste, le but est de faire du profit. Cette quête insatiable du profit tend à restreindre les débouchés en comprimant les salaires. Ce qui, entraîne une surproduction endémique et cyclique conduisant mécaniquement à la dévalorisation de la valeur marchande ainsi que du capital.

La crise actuelle paraît exceptionnelle. Elle est globale et se combine avec des crises écologique et alimentaire. Et surtout comme en 1929, elle part du cœur de «l'Empire capitaliste»: l'économie américaine. Cette crise planétaire suit néanmoins les mêmes mécanismes que les crises précédentes. En effet, pour augmenter le taux profit en temps de cycle de surproduction, les capitalistes ont augmenté leur taux d'exploitation durant des décennies dans les pays du Nord : allongement de la durée du temps de travail, pression sur les salaires, amputation des salaires indirects, appel à du travail à bon marché sous forme de travail clandestin ou de délocalisation... En accentuant la pression sur le travail, les salariés paupérisés ne constituent pas un débouché conséquent à l'achat de biens et de services. Pour y remédier, les politiques publiques, en baissant les taux d'intérêt, ont encouragé l'endettement des ménages, La crise de surproduction a été ainsi différée pour un temps grâce à l'intervention des financiers qui transforment les profits réalisés en capital, à savoir en argent de prêt, quitte à prêter à une clientèle qui s'est révélée pas ou peu solvable et à effacer ces créances douteuses en produits financiers. En éclatant, cette bulle financière abyssale a révélé la surproduction et le manque de débouchés planétaires.

La stratégie d'accompagnement de la direction confédérale

La confédération ne semble pas proposer de rupture avec le capitalisme mais cherche des aménagements sous forme de protections des salariés contre les effets du libre-échange. On parle ainsi de Nouveau Statut du Salarié et de la Sécurité Sociale Professionnelle autour d'un nouveau concept de «développement humain durable» L41 à l-71.

La Sécurité Sociale Professionnelle serait une réponse à la crise actuelle car elle s'adapterait aux nouvelles exigences du marché du travail, à savoir la précarité et la flexibilité. Elle poserait les bases d'une «flexécurité» à la française. Plus loin on peut lire que la direction nationale propose «la création de comités territoriaux de la sécurité de l'emploi dont la mission serait de prévenir les plans de licenciement, de gérer les fonds socialisés de l'emploi et de coordonner l'action des différents acteurs au plan local...l.70

Ces protections seraient censées casser la logique financière et permettraient de «transformer le contenu de la mondialisation» L107. Cette nouvelle division internationale du travail est donc perçue comme une fatalité, une sorte de «séisme social» auquel le monde du travail et ces organisations représentatives doivent faire face et s'adapter.

La «mondialisation» : la conquête des marchés mondiaux et la prolétarisation planétaire

Rappelons que la dite «mondialisation» est un projet politique et non une fatalité naturelle. Ces politiques dites «mondialisées» se traduisent par une augmentation du taux d'exploitation pour les populations laborieuses du Sud. Dans les pays du Nord, la pauvreté liée à la désindustrialisation ne cesse de croître pour les travailleurs se conjuguant par la destruction des protections sociales et autres conquêtes démocratiques et populaires construites autour des états nations depuis un siècle. Partout, les gouvernements néolibéraux appliquent ou ont appliqué les mêmes recettes: réduction des soit-disant déficits en privatisant les services publics; renforcement ou délocalisation des secteurs industriels jugés les plus compétitifs sur les marchés internationaux; fermeture des secteurs industriels tournés vers le marché intérieur jugés peu compétitifs... bref intégrer les marchés nationaux et leur appareil de production à la compétition internationale dans le but d'enrichir une minorité d'inutiles. Pour ne pas effrayer les populations, nos élites et leurs organisations politiques et syndicales appellent cela la «mondialisation» ou mieux le «village planétaire». Tous ceux qui résistent contre une marche de l'histoire jugée par les faiseurs d'opinion publique inéluctable sont considérés par ces derniers comme des archéotypés sympathisants des «régimes totalitaires».

Luttes syndicales : quelles stratégies d'action?

Pour «construire le rapport de forces, avec le patronat et le gouvernement» l.47., les grèves à saute mouton, les journées thématiques le weekend nous paraissent des stratégies inefficaces. Pire elles démotivent les masses comme elles nous l'ont démontré au premier trimestre et en 2003. Les cortèges, les entreprises et les secteurs en lutte depuis quelques années attendent autre chose de la direction confédérale. Elle doit respecter la volonté démocratique des syndiqués de base et de l'ensemble des grévistes qui aspirent à la convergence des luttes.

Dès lors nous devons nous demander si la grève générale autour de revendications et d'axes précis qui parlent aux populations qui souffrent et qui luttent n'est pas la stratégie d'action la plus efficace? Ces axes peuvent reposer sur l'interdiction des licenciements, défense de l'appareil de production et des services publics, expropriation des patrons voyous, augmentation des salaires, politique du logement et de la santé... car après tout, nos entreprises nous appartiennent!

Le document d'orientation pointe le déficit de syndiqués pour permettre de faire avancer les « propositions Cgt » et être à la mesure de ses ambitions. Certes la syndicalisation est déterminante pour construire le rapport de force mais on ne peut pas la mener comme un objectif qui se suffirait à lui-même : les salariés se syndiquent en général dans les luttes que les militant-e-s Cgt animent, parce qu'ils et elles ont été défendus individuellement et/ou collectivement. C'est la conséquence de notre pratique et combat syndical et non un préalable, sauf à considérer que les salariés seraient des adhérents en soutien à un projet syndical global que des militant-e-s seraient chargés de négocier à froid auprès des pouvoirs publics et patronaux.

D'autre part, nous ne souscrivons pas au vocabulaire employé qui nous parle d'objectifs et de performances à propos du plan de syndicalisation.

Enfin, une forte syndicalisation des salariés, si elle permet d'asseoir les revendications Cgt et de construire la mobilisation, n'empêche pas des défaites (regardons dans le passé les fameux « bastions ouvriers » ou plus près de nous les services publics laminés et où pourtant le taux de syndicalisation est important). Ce qui importe, c'est aussi et surtout la stratégie syndicale et l'orientation revendicative que nous défendons.

Bilan des discussions

En présence d'un représentant de l'union départementale, ces débats ont conduit aux votes suivants : sur le rapport d'activité, 141 mandats contre, 19 pour et 10 abstentions ; sur le document d'orientation, 170 contre enfin sur la commission financière de contrôle et sur la liste des candidatures à la commission confédérale 170 abstentions.

Pour une Confédération Générale des Travailleurs de classe!

En marge des discussions, contributions de syndiqués sur l'évolution des structures:

L'évolution des structures est un des principaux enjeux du 49ème congrès.

Les textes de préparation aux 49ème Congrès restent plutôt vagues, ce qui est logique du fait de la nécessité d'adaptation à la réalité du territoire, et du fait du fédéralisme qui fait que la structuration des organisations relève de choix internes.

Toutefois, l'adaptation du maillage territorial des unions locales aux bassins d'emploi peut entraîner des situations complexes, voire conflictuelles, dans le cas notamment de syndicats multi-professionnels ou de syndicats de sites dont l'activité s'effectuerait indépendamment de l'union locale. Parallèlement, ne risque-t-on pas de voir les unions locales perdre de leur autonomie pour dépendre des unions départementales, voire des unions régionales ? Cette centralisation ne risque-t-elle pas d'augmenter une technicisation du syndicalisme, ce qui, inévitablement, éloignerait notre organisation confédérale des choix de syndicalisation et de démocratie syndicale qui, pourtant, sont les siens ?

Pareillement, l'organisation de syndicats autour d'une fédération ou d'un syndicat national peut entraîner également, du fait d'une fragilisation des unions locales, une dérive corporatiste, et donc une baisse sensible de la dynamique interprofessionnelle pourtant nécessaire.

Enfin, l'évolution des structures est liée directement aux conséquences de la représentativité. C'est ainsi qu'un partenariat est institué entre la confédération et la FSU, cette centrale ayant acté son échec de développement dans d'autres secteurs que l'Éducation nationale. Face à cette situation, plusieurs questions demeurent en suspend : La FSU va-t-elle se dissoudre pour intégrer la CGT ? Rien n'est moins sûr lorsqu'on connaît les tensions internes sur cette éventualité... La CGT Educ'action, qui n'obtient pas 10% aux élections dans l'Éducation nationale, va-t-elle disparaître, la confédération sous-traitant l'Éducation nationale à une organisation partenaire ? Tous les scénarios sont possibles, mais en tous cas, il est à craindre que si les alliances se font sur des logiques de survie d'appareil, et non sur des idées et revendications communes et approuvées par les syndiqués, il n'y aura pas renforcement du syndicalisme.